

## L'historiographie hellénistique et l'inscription n° 37 des *Inscriptionen von Priene*

Le n° 37 des *Inscriptionen von Priene* est un long document de plus de 170 lignes, essentiel pour comprendre l'histoire de Priène et ses démêlés avec sa voisine Samos.

Il s'agit d'un arbitrage international, c'est-à-dire confié à des juges d'un pays tiers - ici la cité de Rhodes - pour régler un différend frontalier entre Samos et Priène. Les deux cités se disputent la possession de terres situées sur le continent, en face de l'île de Samos et au nord du Mont Mycale, aux confins du territoire priénien. Ces terres sont constituées d'une plaine appelée Dryoussa et d'un fort qui la domine, le Carion<sup>1</sup>. Le tribunal tente de poser un terme définitif à une querelle vieille d'un demi-millénaire en attribuant gain de cause aux revendications des Priéniens. Cinq juges rhodiens, réunis en tribunal dans le temple de leur cité consacré à Dionysos, écoutent et enregistrent les défenses des deux parties avant de rendre leur sentence, favorable à Priène<sup>2</sup>. Ils rédigent

<sup>1</sup> Sur le rôle et l'importance des forteresses (φρούριον ou χωρίον) frontalières unies à la région qu'elles dominant et protègent à la fois, cf. ROBERT J. et L., "Une inscription grecque de Téos en Ionie. L'union de Téos et de Kyrbissos", in *JS*, 1976, pp. 192-214.

<sup>2</sup> Pour la procédure de l'arbitrage international, cf. TOD M.N., *International Arbitration amongst the Greeks*, Oxford, 1913. et RAEDER A., *L'arbitrage international chez les Hellènes*, (tr. fr.), Paris 1912. ROBERT J. et L., *Bull. Épigr.* 1970, 306; 1973, 240 et 241, ont fermement souligné la différence fondamentale qui sépare les arbitres internationaux des juges étrangers appelés par une cité pour régler des affaires privées (cf. également ROBERT L., "Les juges étrangers dans la cité grecque", in VON

deux copies du procès-verbal qu'ils remettent aux magistrats de chaque cité. Priène, victorieuse, fit graver le document sur l'ante nord du temple d'Athéna, où il a été retrouvé, fort mutilé. Le texte était divisé en deux colonnes d'inégale longueur et s'étendait au minimum sur trente blocs de pierre dont onze ont disparu<sup>3</sup>. Malgré l'étendue des lacunes, le plan de l'inscription se distingue aisément. Après une introduction réglant la procédure (lignes 1-44), se succèdent les discours des deux parties, chacune apportant ses arguments et réfutant les preuves adverses (lignes 44-118). Les Priéniens interviennent à deux reprises tandis que les Samiens ont droit à trois interventions. L'inscription se termine sur un long discours des juges rhodiens qui rendent leur verdict et justifient leur décision en s'appuyant sur les arguments invoqués au cours du procès (lignes 118-157). Ils remontent aux origines des dissensions au sujet des territoires et passent en revue les différents événements qui jalonnent l'histoire de la querelle jusqu'à leur époque. Ils concluent par la délimitation des nouvelles frontières qui sépareront à l'avenir Samiens et Priéniens.

Chaque partie a à coeur de mettre en évidence la primauté de ses droits sur les territoires. Pour le passé récent, Samiens et Priéniens fondent leurs revendications sur des documents officiels (décrets, lettres royales, ...) attestant leur droit de propriété. Pour les époques les plus reculées, ce genre de preuves fait défaut et les uns et les autres apportent en témoignage des citations tirées d'ouvrages d'histoire locale rédigés par différents écrivains, sept en tout. Ces preuves ne sont invoquées que pour attester la possession première des terres disputées; de ces confrontations, on peut reconstituer la trame des événements telle que l'établissent les deux adversaires: les terres disputées avaient originellement appartenu à la cité de Melia. Une coalition formée de Samos et de Priène, unies à d'autres cités ioniennes, avait détruit Melia et s'était partagé son territoire<sup>4</sup>. C'est à partir de là que divergent les opinions: les Samiens prétendent que le fort Carion et la plaine de Dryoussa, anciens territoires de Melia, leur avaient été attribués à ce

moment-là. Les Priéniens affirment par contre que c'est à eux qu'était échu ce lot. La dernière intervention samienne et le début du verdict de Rhodes, heureusement conservés, permettent de saisir l'argumentation<sup>5</sup>:

οἱ δὲ Σάμιοι τὰ τε[κμήρια τὰ παρὰ τῶν ἱστο]ο[ρι]ο[γράφων] εἰση-  
γ[ήσαντο  
καθὰ καὶ ἐπὶ τῆς κρίσιος τῆς ὑπὲρ τοῦ Βατινήτου, ἀπολογοῦ-  
μενοι καὶ πειροῦ[μενοι] δεικνύειν διότι  
τὸ Κάριον καὶ ἅ περὶ τοῦτο χώρα αὐτοῖς ἐπικλα[ρωθεῖη, καὶ  
καθ' ὃν καιρὸν διαιροῦντο τὰν τῶν Μελίων  
104 χώραν, λαχεῖν αὐτοῖς Κάριον καὶ Δρυοῦσαν κατὰ τὰ [περὶ  
τούτων? ἐν ταῖς ἐπι]γραφομέναις Μαιανδρίου τοῦ Μι-  
λησίου ἱστορίαις κατακεχωρισμένα, διότι λάχοιεν Σάμιοι Κά-  
ριον καὶ Δρυοῦσαν· μετὰ δὲ τὰν παράταξιν  
τὰν γενομένην αὐτοῖς ποτὶ Πριανεῖς ἐπὶ Δρυῖ καὶ νίκας κρίσιν  
ἔχειν, [καὶ] ταύταν τὰν χώραν ἐν ταῖς συνθήκαις  
αὐτῶν γενέσθαι· ὀρίξασθαι γὰρ ποτὶ αὐτοὺς ὡς ὑδάτων ῥοαί·  
καὶ παρ[εῖχ]οντο ἱστοριογράφους τοὺς μαρτυ-  
108 ρούντας αὐ[τ]οῖς, ὅτι μὲν τὸ Κάριον ἔλαχον μετὰ τὸν Μελια-  
κὸν πόλ[εμον, ὅτε] διωρίξαντο ποτὶ τοὺς  
Πριανεῖς ὡς ὑδάτων ῥοαί, Εὐάγωνά τε καὶ Ὀλύμπιχον [καὶ]  
Δοῦριν, [τὸ] δὲ Κάριον ἔφασαν αὐτῶν κατα-  
λαβέσθαι Πριανεῖς τ[ο]ῖς ἐκπ[ε]σόντας ὑπ[ὲρ] τοῦ Ἰέρωνος τοῦ  
προσποιησαμένου τὰν τυραννίδα καὶ τῶν περὶ αὐτόν],  
ἐξ οὗ ὁρμουμένους κατατρέχειν καὶ κακοποιεῖν τὸν τε Ἰέρωνα  
καὶ τοὺς τὰ αὐτὰ τῷ Ἰέρωνι αἰρεῖ[υμένους, καὶ κα]-  
112 τασχόντας ἔτη τρία κατελθεῖν εἰς τὰμ πόλιν ἐκπολιορκηθέντος  
τοῦ τυράννου τοῦ ἐν τῇ [πόλει· καὶ]  
μηκέτι προσέσθαι Πριανεῖς, ἀλλ' [ἔ]χειν ἔστε καὶ τὸν νῦν χρό-  
νον [τοὺς ἐκγόν]ους αὐτῶν· τῆς δὲ χώ[ρας] τῆς περὶ αὐ-

CAEMMERER E. *e.a.* (ed.), *Ξένιον. Festschrift für P.J. Zepos*, t. I, Athènes 1973, pp. 765-782, surtout pp. 768-770).

<sup>3</sup> Sur le plan du document, cf. HILLER VON GAERTRINGEN F., *I. Priene. Beilage zu S. 312*.

<sup>4</sup> Vitruve 4, 1, 3-4. Un *status quaestionis* historique et archéologique sur Melia et le Panionion a été dressé par KLEINER G., HOMMEL P. et MÜLLER-WIENER W., *Panionion und Melie*, (*Jahrbuch Deutsch. Arch. Inst.*, Erg. 23, 1967).

<sup>5</sup> Avant de rendre brièvement leur jugement (l. 157), les juges rhodiens passent en revue tous les arguments exposés par les adversaires au cours du procès (ll. 118-157). On observe cependant qu'ils rejettent les développements samiens et adoptent systématiquement la version priénienne. Nous possédons ainsi dans ces lignes une sorte de condensé du jugement. Les restitutions des lignes 101-108 sont dues à WILHELM A., in *AAWW* 67, 1930, pp. 106-108; le reste du texte est celui de *I. Priene*.



τὸ ἄρξασθαι αὐτοὺς ἐπιβαίνειν καθ' ὃν καιρὸν κατελθόντες [ἐς  
 Πριάναν ἐπύθοντο] δοκιμασίαν πεποι[ησ]-  
 θαι πάντας Σαμίους καὶ ἀπογραφὰν τᾶς τε ἐν ταῖ νάσῳ καὶ  
 τᾶς [ἐν] [ταῖ] π[ε]ρ[α]ίαι γᾶς, καὶ μὴ ἄν] γενέσθαι πὸτ αὐ]-  
 116 τοὺς ἀμφισβασίας διὰ τὸ ἐκ πλείονος χρόνου τὰν ἀπογραφὰν  
 ποιῆσθαι· λαβομ[ένους δὲ Πρια]νεῖς ἐπεμβαί-  
 νειν τᾶς χώρας αὐτῶν, ὅθεν ὦιοντο δεῖν ἀποδοθῆμειν τὸν ἐξ  
 ἀρχᾶς μὲν ἴδιον αὐτῶν γενόμενον κλᾶρον],  
 ὕστερον δὲ παραιρέντα ὑπὸ Πριανέων. Ἀμέες δὲ θεωροῦντες  
 τοὺς γράψαντας τὸμ [πόλεμον τὸμ] Μελια-  
 κὸν καὶ τὰν διαίρεσιν τᾶς χώρας τοὺς μὲν ἄλλους πάντας  
 φάμενους ἐκ τᾶς διαιρέσεως λαχ[όν]τας Σαμίους]  
 120 Φύγελα, καίπερ ὄντας τέσσερας μὲν Σαμίους· Οὐλιάδην καὶ  
 Ὀλύμπιχον καὶ Δοῦριν καὶ Εὐάγωνα, δύο δὲ Ἐφεσίους·  
 Κρεώφυλον καὶ Εὐάκην, Χῖον δὲ Θεύπομπον, οὓς πάντας ἐν  
 ταῖς (ἱ)στορίαις εὐρίσκομεν κατακεχωρικότας διότι ἔλαχον  
 Φύγελα· μόνον δὲ ἐν ταῖς ἐπιγεγραμμέναις Μαianeδρίου τοῦ  
 Μιλησίου ιστορίαις κατακεχωρισμένον διότι ἔλαχον  
 Σάμιοι Κάριον καὶ Δρυοῦσαν· αἷς πολλοὶ τῶν συγγραφέων  
 ἀντιγράφοντι, φάμενοι ψ[ευδε]πιγράφους εἶμειν  
 [- lacune de 7-81. -]

"Mais les Samiens apportèrent [des preuves fournies par les historiographes] au sujet du jugement concernant Batineton; [ils bâtirent leur défense en tentant] de montrer que le Carion et le territoire alentour leur étaient échus [par le sort au moment où] ils s'étaient partagé le pays de Melia; <sup>104</sup>eux, les Samiens, avaient obtenu le Carion et Dryoussa comme [cela est inscrit dans les] *Histoires* qui portent le nom de Maiandrios de Milet: «[les Samiens] ont obtenu [le Carion et Dr]youssa»; après la bataille qui les opposa aux Priéniens au lieu-dit le Chêne et qui se termina par la victoire en leur faveur, les Samiens dirent que cette contrée leur fut reconnue dans les traités. Elle avait en effet été délimitée selon le cours des eaux et ils fournirent comme témoins en leur faveur des historiographes <sup>108</sup>qui affirment que les Samiens obtinrent le Carion et Dryoussa après la guerre méliaque, quand ils fixèrent la frontière avec les Priéniens selon le cours des eaux: ce sont Évagôn, Olympichos et Douris. Les Samiens dirent que

c'étaient les Priéniens, chassés par [Hiéron qui s'était arrogé la tyrannie et par ses partisans], qui leur avaient pris le Carion d'où ils s'étaient mis à faire des incursions et des ravages contre Hié[ron et ceux qui avaient pris son parti]; <sup>112</sup>après l'avoir occupé trois ans durant, ils rentrèrent dans la cité dont le tyran avait été forcé de se rendre. Les Priéniens n'avaient alors jamais restitué le fort et c'était leurs descendants qui l'avaient conservé jusqu'à l'époque présente. Les Priéniens commencèrent à prendre possession du ter[r]itoire autour du fort] au moment où, rentrant [à Priène, ils apprirent] que <sup>116</sup>tous les Samiens avaient subi une dokimasia et dressé une liste du territoire insulaire et [continental et donc qu'il n'y] aurait pas de différend avec eux-mêmes puisqu'ils avaient dressé une liste depuis plus longtemps. Après s'être emparés du territoire, les Priéniens s'y étaient installés, c'est pourquoi les Samiens pensaient qu'il fallait que leur fût rendu ce lot de terre, dès le début [leur propriété], mais pris plus tard par les Priéniens.

Quant à nous (*i.e.* les juges rhodiens), nous avons examiné les auteurs qui ont écrit sur la guerre méliaque et sur la division du territoire: tous les historiens disent que lors de cette division, les Samiens ont obtenu <sup>120</sup>Phygela, alors même que quatre d'entre eux sont samiens: Ouliadès, Olympichos, Douris et Évagôn, deux éphésiens: Kréophylos et Évalkès, un de Chios: Théopompe. Tous, nous l'avons constaté, ont écrit dans leurs *Histoires* que les Samiens ont reçu Phygela. Ce n'est que dans les *Histoires* qui portent le nom de Maiandrios de Milet qu'il est écrit que les Samiens ont obtenu le Carion et Dryoussa. Nombre d'historiens réfutent ces *Histoires* et affirment qu'elles ne sont pas authentiques [lacune de 7-81.]"

Les Samiens soutiennent que leur possession du fort Carion et de la plaine de Dryoussa remonte au partage qui a suivi la destruction de Melia. Ils citent comme preuve un passage tiré des *Histoires* de Maiandrios de Milet. Ils y ajoutent des citations de trois historiens de leur cité, Évagôn, Olympichos et Douris (ligne 109), qui, selon eux, affirment que les terres disputées avaient été attribuées à Samos. Les juges rhodiens, après avoir examiné les documents, donnent raison à Priène. Ils justifient leur décision en réfutant les arguments samiens. Cette réfutation



se fonde sur les preuves invoquées par Priène qu'ils reprennent plus ou moins littéralement<sup>6</sup>. Les juges aboutissent aux conclusions suivantes: lors du partage qui a suivi la guerre méliaque, Samos a reçu Phygela et non pas le Carion et Dryoussa comme le prétendent les *Histoires* de Maiandrios de Milet. Cette dernière source est falsifiée, *ψευδεπίγραφος*. Pour prouver cette falsification, les juges se servent de deux sortes d'arguments:

- Un argument fondé sur la comparaison des différentes sources. Il y a sept témoignages en faveur de l'attribution de Phygela à Samos et parmi ceux-ci, quatre sont tirés d'ouvrages samiens. L'erreur, volontaire ou non, doit se trouver dans l'oeuvre de Maiandrios.

- Un argument de "critique textuelle": nombre d'historiens considèrent l'oeuvre de Maiandrios comme un faux (ligne 123), mais la lacune qui suit empêche de connaître leur analyse. C'est justement là que gît le noeud du problème. Les juges accorderont gain de cause à la partie qui aura montré la primauté de sa possession; or, elle ne peut être reconnue que par l'analyse de sources historiographiques. Si le schéma général de l'enquête menée par les juges est clair, certains détails de leur méthode demeurent obscurs:

1° Les sept historiographes. Au côté de Maiandrios figurent sept historiens nommément cités (lignes 120-121) qui ont écrit sur la guerre méliaque. Ils ont été recensés par F. Jacoby<sup>7</sup> qui a réuni les rares renseignements que nous possédons à leur sujet. Le lieu d'origine des écrivains ainsi que le titre des ouvrages montrent que nous avons affaire à des histoires locales, qui sont difficilement datables. Notre inscription est le

<sup>6</sup> A cause des lacunes, il est impossible de savoir si la démonstration des juges reprend mot à mot celle que les Priéniens avaient développée dans leur premier discours (ll. 63-90). Le fragment qui porte le n° 2 dans *I. Priene* 38 est un passage du premier discours priénien et devait s'intercaler après la ligne 64; il contient des bribes d'expressions que l'on retrouve dans l'argumentation rhodienne (ll. 118-123), mais les restitutions littérales, calquées sur les lignes 118-123 ne correspondent pas à la longueur des lacunes du fragment n° 2.

<sup>7</sup> Les quatre historiens samiens portent les numéros suivants dans JACOBY F., *FGH*: Ouliadès 538; Olympichos 537; Douris 76; Évagôn 535; les deux historiens éphésiens: Kréophylos 417; Évalkès 418; l'historien de Chios: Théopompe 115; Maiandrios de Milet 491.

seul indice de datation pour Ouliadès, Olympichos et Évalkès<sup>8</sup>. Douris, qui est le tyran qui régna sur Samos aux environs de 300, rédigea un *Σαμίων Ἱστοριοί* dont nous ne possédons plus que quelques fragments. Théopompe est naturellement l'historien du IV<sup>e</sup> siècle. Quant à Évagôn et Kréophylos, ils semblent être plus anciens<sup>9</sup>. Le document les désigne par le titre d' *ἱστοριογράφοι* (ligne 107) ou par l'expression *οἱ γράψαντες τὸν πόλεμον τὸν Μελιακὸν καὶ τὰν διαίρεσιν κτλ.* (lignes 118-119). A la ligne 23, ils sont mentionnés comme *συγγραφεῖς*. Je ne pense pas qu'il faille attribuer à chacun de ces termes la valeur technique que l'on retrouvera dans des textes plus tardifs<sup>10</sup>. La distinction établie entre ces deux mots, qualifiée d'*inanis subtilitas* par le *Thesaurus linguae graecae*<sup>11</sup> ne semble guère avoir été respectée<sup>12</sup>. *Συγγραφεὺς* serait, pour ainsi dire, appelé à cette ligne par les composés *ἀντιγράφω* et *ψευδεπίγραφος* et formerait l'un des termes de la figure étymologique.

2° Les Samiens citent trois historiens de leur cité, Évagôn, Olympichos et Douris pour compléter et confirmer les affirmations de Maiandrios (lignes 107-108). Or, parmi les sept historiens cités par Priène pour les réfuter, on retrouve Évagôn, Olympichos et Douris. Là aussi on ignore si les citations invoquées par chaque partie étaient différentes ou s'il s'agissait des mêmes, interprétées de manière opposée. Il se peut que leur cas fût discuté après celui de Maiandrios, c'est-à-dire qu'il figurât dans la lacune puisque les juges procèdent en respectant l'ordre dans lequel chaque partie présente ses arguments.

3° Le troisième problème concerne Maiandrios. Son nom déjà est source de confusion. On a voulu l'identifier au milésien Léandrios, at-

<sup>8</sup> Olympichos et Évalkès ont respectivement écrit des *Σαμιακά* et des *Ἐφεσιακά*.

<sup>9</sup> Évagôn 535 T 1 Jacoby = D.H., *Th.* 5. Kréophylos a composé un *Ἐφεσίων Ἱστοριοί* dont le titre est un indice en faveur d'une datation haute, JACOBY F., *op. cit.* (n. 7) III b, p. 237.

<sup>10</sup> Plutarque, *Moralia* 898 A-B: *Ἡρόδοτος ὁ συγγραφεὺς (...)* Ἐφορος ὁ ἱστοριογράφος. Scholies in Denys de Thrace, p. 734: *συγγραφεὺς μὲν ὁ τὰ ἐφ' ἑαυτοῦ γένόμενα συγγραψάμενος, ὡς Θουκυδίδης ὁ Ἀθηναῖος τὸν Πελοποννησιακὸν πόλεμον συνέγραψεν ἐπὶ αὐτοῦ γεγονότα· ἱστοριογράφος δὲ ὁ τὰ πρὸ αὐτοῦ ἅπαντα συγγράφων, ὡς Ἡρόδοτος.*

<sup>11</sup> TLG, s.v. *ἱστοριογράφος*.

<sup>12</sup> Cf. par ex. l'expression dans *I. Magnesia* 46, ll. 13-14: *τῶν ἱστοριογράφων τῶν συγγραφέων τὰς Μαγνήτων πράξεις*.



testé dans les sources littéraires<sup>13</sup>. De toute façon, les juges suivent l'argumentation priénienne et qualifient l'ouvrage de Maiandrios de ψευδεπίγραφος, sans qu'il soit possible de connaître le genre de la falsification. U. Wilamowitz<sup>14</sup> avait envisagé plusieurs hypothèses: soit il aurait existé une version originale des *Histoires* de Maiandrios dont certains passages auraient été falsifiés en faveur de Samos; ce seraient ces passages qu'auraient utilisés les Samiens; soit l'ouvrage serait dû à un faussaire qui l'aurait fait passer pour une oeuvre de Maiandrios afin de lui fournir une garantie d'authenticité. Mais le savant n'était pas convaincu étant donné que Maiandrios est toujours cité ailleurs sans réserve. Pour U. Wilamowitz, c'est une troisième solution qui serait plus satisfaisante: l'accusation de falsification ne serait qu'un argument invoqué par Priène pour rejeter le témoignage de l'historien. Maiandrios aurait simplement commis une erreur d'appréciation: il projeterait dans le passé la situation de son époque, probablement le IV<sup>e</sup> siècle, lorsque le Carion avait été annexé par Samos et que Phygela appartenait à Éphèse. En désaccord avec Milet, le tribunal aurait rejeté tout ouvrage milésien. Cette hypothèse se heurte cependant à plusieurs objections: elle ne tient pas compte du fait que l'accusation de falsification a été admise par les juges rhodiens et reprise dans leur verdict. Si l'on veut malgré tout maintenir cette hypothèse, il faut admettre que, dans le meilleur des cas, le tribunal a fait preuve de négligence en reprenant, sans les vérifier, les démonstrations priéniennes, ce qui semble étonnant lorsqu'on constate le sérieux du travail accompli. Dans le pire des cas, le tribunal aurait sciemment favorisé Priène ce qui serait tout autant surprenant car c'est ce jugement que les Romains imposeront définitivement au cours de II<sup>e</sup> siècle avant J.-C.<sup>15</sup>. Tout semble d'ailleurs indiquer

<sup>13</sup> Maiandrios 491 Jacoby et Léandrios 492. Voir à ce sujet la mise au point de JACOBY F., *op. cit.* (n. 7) III b, pp. 404-406. La datation n'est pas assurée. F. Jacoby aurait tendance à placer Maiandrios vers 330-300 en soulignant l'inanité du raisonnement de LAQUEUR R., "Maiandrios (3)", in *RE* XIV 1, 1928, col. 534-535: "Ein Historiker aus alexandrinischer Zeit wäre auf andere Weise angegriffen worden, und es hätten sich nicht viele Schriftsteller (= πολλοὶ τῶν συγγραφέων, *I. Priene* 37, l. 123) um den Nachweis der Unechtheit seines Werkes bemüht. So mag er wohl der Reihe der ionischen Historiographen angehören", selon lequel Maiandrios serait un historien non pas de l'époque alexandrine, mais de l'époque antérieure.

<sup>14</sup> WILAMOWITZ U., "Panionion", in *Kl. Schriften* V, 1, p. 133, n. 1.

<sup>15</sup> *I. Priene* 40 et 41.

que c'est Samos qui s'appuie sur de fausses preuves. Pour prouver son droit ancestral sur le Carion et Dryoussa, qui est le point faible de son argumentation, Samos cherche à induire en erreur le tribunal en invoquant un autre arbitrage, rendu en sa faveur celui-ci. Il s'agit, dans ce second différend, d'un territoire distinct du Carion et de Dryoussa, appelé Batineton, qui est également revendiqué par Priène. C'est devant le roi Lysimaque que l'affaire sera portée et ce dernier donnera gain de cause à Samos dans une lettre retrouvée sur l'île et que l'on possède encore en partie<sup>16</sup>. Devant le tribunal rhodien, Samos tentera d'assimiler Batineton au Carion et à la plaine de Dryoussa. Cet amalgame, tenté pour semer la confusion dans l'esprit des juges, échouera sur le moment, mais réussira beaucoup plus tard<sup>17</sup>.

Malgré ces points inexplicables, il est possible de saisir les principaux traits qui caractérisent le jugement: l'utilisation systématique de l'histoire - ou plutôt de l'érudition historiographique - ainsi que le développement parallèle d'une critique des sources et des matériaux invoqués comme témoignage. Ces aspects, mis particulièrement en évidence dans notre cas, se retrouvent, plus ou moins développés, dans d'autres inscriptions contemporaines. Tel est le cas justement de l'arbitrage de Lysimaque évoqué ci-dessus<sup>18</sup>. Dans ce jugement, les Priéniens se trouvaient dans la même situation que les Samiens dans notre inscription: ils revendiquaient un territoire qui ne leur appartenait pas et s'appuyaient sur différentes preuves, succinctement évoquées (lignes 11-13): Οἱ μὲν οὖν Πριηνεῖς (...) ἐπεδείκνυν ἐκ τε τῶν ἱστοριῶν καὶ τῶν ἄλλων μαρτυρίων καὶ δικαιωμάτων [μετὰ τῶν ἐξετῶν σπονδῶν].

Un autre arbitrage, prononcé cette fois par la cité de Magnésie-du-Méandre entre Hiérapytna et Itanos, dans le dernier tiers du second siècle avant J.-C., présente les mêmes caractéristiques<sup>19</sup>. Il s'agit d'une longue inscription de plus de 100 lignes qui ressemble à la nôtre; après

<sup>16</sup> *I. Priene* 500 qui date environ de 283/2.

<sup>17</sup> Certains savants dont DITTENBERGER W., *O.G.I.S.* 13, l. 12, n. 6, et PICCIRILLI L., *Gli arbitrati interstatali greci*, I, Pise 1973, pp. 19-20, trompés par l'argumentation samienne, considéreront Batineton comme l'ensemble formé du fort Carion et de la plaine de Dryoussa. WILAMOWITZ U., *op. cit.* (n. 14), p. 129, n. 2 et TOD M.N., *op. cit.* (n. 2), p. 186, avaient déjà mis en garde contre cette assimilation abusive.

<sup>18</sup> *I. Priene* 500.

<sup>19</sup> *I. Magnesia* 105. Pour de nouvelles lectures des lignes 73-94, cf. HOLLEAUX M., *Études d'Épigraphie et d'Histoire Grecques I*, Paris 1938, chap. 22, pp. 337-343.



une introduction fort développée, les juges mentionnent la question en litige, puis citent plusieurs extraits d'un décret sénatorial et résument les dépositions des parties. Ce sont aux lignes où les juges examinent les preuves apportées par chaque partie que sont mentionnées, dans un passage fort lacunaire, des preuves tirées d'oeuvres historiographiques et poétiques (ligne 65): ποιητῶν καὶ ἱστοριογράφων ἀποδείξεις, ἃς καὶ αὐτοὶ ἤμ[ι]ν Π.....ΕΣ· - -.

Un dernier arbitrage enfin, rendu par Pergame entre Mytilène et Pitane<sup>20</sup>, contient aussi, quoique de façon plus douteuse, une allusion à des preuves tirées d'ouvrages historiographiques; on lit, à la ligne 125, lors de l'exposé de l'affaire par les juges: [- - ]ν τῶν δὲ Πιταναίων ὁμοίως ἐκ τῶν ἱστ[ο]ρ[ο]μένων - -. M. Fränkel restituait ἱστοριογράφων - -] tandis que W. Dittenberger<sup>21</sup> préférait ἱστοριογράφων - -] en se fondant justement sur la similitude des exemples relevés ci-dessus. Dans ces trois cas, les mentions d'ouvrages historiographiques restent de simples allusions et ne fournissent aucun renseignement ni sur les historiens ou leur ouvrage, ni sur la manière dont ils sont utilisés et réfutés. La ressemblance de ces cas avec notre inscription permet cependant de supposer une utilisation et une méthode d'analyse proches. Il ne peut s'agir que d'oeuvres d'historiens locaux, de l'époque hellénistique, concernant des problèmes de détail, invoquées là où les preuves matérielles (décrets officiels, lettres royales...) font défaut.

Cette utilisation d'ouvrages érudits, essentiellement historiques, comme preuves et témoignages, ainsi que le développement parallèle d'une critique philologique scientifique, fondée sur la comparaison des sources et sur des analyses d'authenticité, sont des phénomènes qui apparaissent à l'époque hellénistique<sup>22</sup>.

<sup>20</sup> I. Pergamon [Altart. v. Pergamon VIII, 1] 245, pp. 140-152.

<sup>21</sup> O.G.I.S. 335.

<sup>22</sup> Je me suis borné à l'examen des textes d'arbitrages internationaux, bien que l'emploi d'ouvrages historiques soit attesté dans d'autres inscriptions contemporaines mais de genre différent; HOLLEAUX M., *op. cit.* (n. 19), chap. 28, p. 404, n. 1 en avait déjà dressé une première liste lors de son analyse de la chronique du sanctuaire d'Athéna Lindia. On peut y ajouter l'inscription dans laquelle Milet admet sa parenté avec Apollonia-du-Rhyndacos (Milet I, 3, n° 155 et les remarques de HERRMANN P., "Die Selbstdarstellung der hellenistischen Stadt in den Inschriften: Ideal und Wirklichkeit", in *Actes du 8e congrès d'épigraphie grecque et latine d'Athènes* 1982, I, Athènes 1984, pp. 115-116.

En se limitant aux données épigraphiques, il serait hasardeux de tirer des conclusions plus précises. Par contre, la comparaison avec la production littéraire de cette période permet de retrouver, sous une forme plus ou moins altérée, mais toujours plus développée, les tendances mentionnées ci-dessus. C'est l'oeuvre de Polybe qui, à cet égard, est exemplaire, car les intérêts de cet historien, mieux que ceux de tout autre auteur, recoupent sous différents aspects le problème que nous analysons. Homme de son temps, Polybe en possède les qualités et les défauts. Ainsi sur bien des points, l'oeuvre de Polybe permet-elle de préciser et de corroborer les caractéristiques relevées dans les documents épigraphiques. Plusieurs détails sont frappants:

1° Les nombreux débats et discours qui jalonnent l'ouvrage, tenus par des ambassadeurs devant une assemblée chargée de trancher un cas, évoquent étrangement les longs et parfois fastidieux plaidoyers prononcés par les Samiens et les Priéniens dans notre arbitrage: malgré les contextes différents, les discours des ambassadeurs de grande puissance, intégrés dans une oeuvre littéraire, sont comparables à ceux des députés de nos deux cités. C'est à l'époque hellénistique que commencent d'apparaître dans les sentences arbitrales les résumés des discours de chaque adversaire. Outre l'arbitrage rhodien, cette tendance se remarque déjà dans le jugement de Lysimaque sur Batineton<sup>23</sup> et dans celui de Pergame entre Mytilène et Pitane<sup>24</sup>. Parallèlement, dans l'oeuvre de Polybe, les discours d'ambassadeurs connaissent un développement nouveau et une importance spécifique au point qu'ils forment un genre propre, cité en tant que tel<sup>25</sup>. Caractéristiques à ce propos sont les discours qui portent sur la possession disputée de la Coïlè-Syrie ou sur le sort des cités d'Asie Mineure<sup>26</sup>. Comparée à l'arbitrage samo-priénien, l'argumentation est identique: dans les trois cas, chaque partie tente de montrer, à travers les vicissitudes qu'a connues la contrée disputée, que c'est elle qui en a la possession première. En dépit des différences stylistiques séparant le texte

<sup>23</sup> I. Priene 500.

<sup>24</sup> I. Pergamon 245.

<sup>25</sup> Polybe 12, 25 a 3 et 25 i 3. Cf. WOOTEN W., "The Ambassador's speech. A particularly hellenistic genre of oratory", in *QJS* 59, 1973, pp. 209-212.

<sup>26</sup> Polybe 5, 67, 1-13 et 28, 20, 1-13 pour la Coïlè-Syrie; 18, 51, 1-10 pour les cités d'Asie Mineure.



d'arbitrage des discours d'ambassadeurs rédigés par Polybe, on retrouve un vocabulaire commun:

- Le verbe ἀμφισβητέω est le terme spécifique pour désigner un différend entre deux parties. Il apparaît aussi bien dans notre inscription<sup>27</sup> et dans les autres documents d'arbitrage<sup>28</sup> que chez Polybe<sup>29</sup> pour qualifier le problème qui oppose Antiochos III aux Romains au sujet de la possession des cités d'Asie Mineure.

- Une expression est commune à Polybe et aux inscriptions: c'est la notion de κτήσις (ou δυναστεία) ἐξ ἀρχῆς invoquée comme l'ultime garantie de propriété; on la retrouve dans la bouche des Samiens<sup>30</sup> quand ils tentent de démontrer que ce n'est que tardivement que Dryoussa leur fut enlevée par les Priéniens. C'est la même expression qu'utilisent cette fois les Priéniens devant Lysimaque<sup>31</sup> pour tenter d'obtenir Batineton. C'est elle encore qui est invoquée dans l'arbitrage de Magnésie<sup>32</sup> pour justifier la sentence en faveur d'Itane. C'est cet argument dont se sert Antiochos IV pour revendiquer la Coïlè-Syrie lors des négociations avec les ambassadeurs envoyés par Ptolémée VI en 169<sup>33</sup>. Enfin lors des négociations avec les commissaires romains pour les cités d'Asie, Antiochos argumente de la même manière<sup>34</sup>. Cette notion de la possession originelle, brandie comme l'argument décisif par les parties adverses autant que par les juges<sup>35</sup>, révèle le recours systématique à l'histoire dans les discours d'ambassadeurs chez Polybe. Il a pour but, comme chez les envoyés priéniens et samiens, de réfuter les arguments de la partie adverse et d'imposer les siens. Ce trait avait déjà été relevé par P. Pédech<sup>36</sup>: "A tout moment, la politique étrangère et la

<sup>27</sup> *I. Priene* 37, l. 10: ὑπὲρ οὗ ἀμφισβητοῦντι Σάμιοι καὶ Πριανεῖς.

<sup>28</sup> *I. Priene* 500, ll. 3-4: ὑπὲρ τῆς χώρας ἧς ἐτύγγχανον ἡμῶν | βητηκότες. *I. Magnesia* 105, l. 18: τῆς τε νήσου καὶ τῆς χώρας ἀμφισβητεῖν Ἰτανίοις.

<sup>29</sup> Polybe 18, 51, 1: κατὰ τίνα λόγον ἀμφισβητοῦσι πρὸς αὐτὸν ὑπὲρ τῶν ἐπὶ τῆς Ἀσίας πόλεων.

<sup>30</sup> *I. Priene* 37, l. 117: τὸν ἐξ ἀρχῆς μὲν ἴδιον αὐτῶν γενόμενον κλᾶρον].

<sup>31</sup> *I. Priene* 500, ll. 11-12: τὴν μὲν ἐξ ἀρχῆς γεγενημένην αὐτοῖς | κτήσιν.

<sup>32</sup> *I. Magnesia* 105, ll. 56-57: (τὴν χώραν) [οὐ]σαν δὲ καὶ ἀπὸ τῆς ἀρχῆς [Ἰ]ταν[ί]ων.

<sup>33</sup> Polybe 28, 20, 6: ἤρξατο λέγειν ὑπὲρ τῶν ἐξ ἀρχῆς δικαίων.

<sup>34</sup> Polybe 18, 51, 4: εἶναι μὲν γὰρ ἐξ ἀρχῆς τὴν δυναστείαν ταύτην Λυσισμάχου.

<sup>35</sup> Elle est souvent liée à la notion de "transmission par les ancêtres", ἐκ προγόνων παρεληφέναι, qui lui confère une légitimité supplémentaire. Cf. *I. Priene* 500, l. 29.

<sup>36</sup> PÉDECH P., *La méthode historique de Polybe*, Paris 1964, p. 286.

diplomatie fouillent et invoquent le passé pour se justifier." Mais dans les deux cas ci-dessus, l'histoire ne sert pas seulement à justifier une conduite présente. Les débats, techniques, portent sur des détails et des problèmes précis.

2° Le problème de l'authenticité des ouvrages historiques. Les inscriptions sont presque muettes sur les méthodes utilisées pour analyser la valeur des ouvrages historiographiques cités comme preuves. Les mots qui les décrivent restent très vagues (θεωροῦντες τοὺς γράψαντας τὸν [πόλεμον τὸν] Μελιακόν, *I. Priene* 37, lignes 118-119). Pour rejeter les *Histoires* de Maiandrios, nous savons seulement que les juges rhodiens se fondaient sur deux arguments, l'un "comparatif", l'autre philologique. Nous ignorons quels étaient les critères déterminants pour accorder la préférence à telle version; nous ignorons aussi si les juges établissaient une distinction entre les citations tirées d'ouvrages historiographiques et les documents historiques (décret, lettre ou tout autre témoignage officiel) ou si ces deux sortes de documents étaient placées sur un pied d'égalité. Il semble probable que face à des documents semblables, des critères d'analyse semblables fussent employés. Ainsi, la comparaison des différentes versions devait-elle toujours constituer la première étape. Si l'ensemble des versions s'opposait à une seule, comme cela se produit dans notre arbitrage, le rejet de la source divergente s'imposait. Si par contre le cas était moins tranché, des méthodes d'investigation plus rigoureuses devaient être appliquées.

Polybe, confronté à plusieurs reprises à des sources divergentes, falsifiées ou erronées, se livre à une analyse dont on peut suivre le déroulement et qui a servi de base à P. Pédech pour reconstituer les traits principaux de sa méthode critique<sup>37</sup>. Notre objet n'est pas d'exposer ce qui a déjà été clairement mis en évidence, mais de chercher dans quelle mesure l'analyse de Polybe peut nous aider à comprendre celle des juges rhodiens. Parmi les nombreux passages méthodologiques recensés par P. Pédech, un cas retient particulièrement l'attention: c'est le passage où Polybe met au jour les erreurs délibérément commises par les historiens Zénon et Antisthénès dans leur récit de la bataille de Ladè<sup>38</sup>. Par parti-pris patriotique, ces deux historiens accordent à leurs

<sup>37</sup> *Id.*, chap. VIII: la méthode critique, pp. 355-404.

<sup>38</sup> Polybe 16, 14-15.



compatriotes une victoire qu'ils n'ont jamais remportée. Polybe se trouve dans une situation qui évoque celle de nos juges face à l'ouvrage de Maiandrios. Il commence par adresser une sévère mise en garde aux auteurs qui commettent des erreurs, volontaires ou non, dans leurs écrits (ψευδογραφείν) et enjoint aux lecteurs de faire preuve d'esprit critique<sup>39</sup>. Puis il démonte l'argumentation des deux historiens rhodiens en procédant en deux étapes: la première, qui est la plus développée, relève les incohérences contenues dans le récit de deux historiens. Ainsi, tout en prétendant que la victoire revint à Rhodes, Zénon et Antisthénès racontent-ils que Philippe V et sa flotte passèrent la nuit suivant la bataille dans l'ancien camp rhodien, puis qu'ils furent reçus triomphalement à Milet, ce qui dénote de toute évidence une victoire macédonienne. Pour confirmer sa démonstration, Polybe mentionne succinctement, sans en citer un passage, un document officiel déposé au prytanée de Rhodes qui concorde avec sa propre version. Ce qui est frappant, c'est que, comme l'a souligné P. Pédech, l'argument essentiel de l'analyse repose sur le critère de cohérence ou de vraisemblance que Polybe considère comme garantie de la vérité. Le document historique est ravalé au rang de confirmation. Cette argumentation est utilisée à plusieurs reprises par Polybe, entre autres pour réfuter les affirmations de l'historien Philinos qui attribuait aux Carthaginois et aux Syracusains la victoire lors de la bataille de Messine les opposant aux Romains<sup>40</sup>. De la même manière, Polybe en révélant les incohérences du récit, peut-il dévoiler les falsifications de Fabius Pictor pour attribuer le beau rôle à Rome.

Ces rapides observations permettent de dégager quelques tendances:

- Polybe confirme par ses mises en garde répétées tant aux historiens qu'aux lecteurs, la facilité avec laquelle ceux-là peuvent commettre des falsifications dans leurs ouvrages.

- Si un événement comme la bataille de Ladè ou la victoire romaine de Messine peut être déformé dans des récits d'historiens par patriotisme, de la même manière, le partage des terres après la guerre méliaque peut-il facilement être l'objet de telles malversations.

<sup>39</sup> Polybe 16, 14, 8-10.

<sup>40</sup> Polybe 1, 15, 1-11.

- Le critère d'authenticité se fonde essentiellement sur la comparaison des diverses versions - celles dont l'inauthenticité est unanimement reconnue n'entrent pas en ligne de compte -, et en premier lieu sur les incohérences et les contradictions qu'elles contiennent, en vertu du principe selon lequel moins elles en possèdent, plus elles sont proches de la vérité.

- On observe le relatif effacement du document historique. Sa spécificité le place à part et il ne sert que d'appoint, voire de confirmation à la démonstration.

Cette fort brève esquisse de la méthode critique de notre historien permet de dresser un inventaire de ses principaux instruments d'analyse. Il est certain que les juges rhodiens n'étaient pas tous des Polybes, mais, personnes instruites, ils ne devaient guère éprouver de difficulté à se servir de ces concepts pour leurs travaux philologiques et, *mutatis mutandis*, tenir un raisonnement voisin. Leurs conclusions, fondées sur des méthodes d'enquête acceptées par tous, possédaient les conditions nécessaires pour s'imposer durablement. C'est ce qui se passa pour Priène, où le Sénat romain confirmera le jugement, exception faite du bref intervalle de temps où le consul Manlius Volso, rapidement déjugé, aura tenté d'imposer le sien<sup>41</sup>. En définitive, l'intérêt de cette inscription est d'être à la fois héritière d'une tradition par la reprise d'une querelle vieille d'un demi-millénaire et résolument de son temps par le traitement qu'elle lui impose.

<sup>41</sup> I. Priene 40 et 41.